

VIVE L'INDÉPENDANCE DES INDES !

Le gouvernement britannique, pressé par la menace de guerre qui pèse sur les deux frontières de l'Inde, a décidé, après 25 ans de promesses non tenues, d'accorder quelque attention aux revendications des hindous qui exigent l'indépendance de leur pays. Les raisons de ce tournant sont claires : si l'Empire veut ne pas périr, il faut que dans les usines et au front, le peuple hindou tout entier participe à l'effort de guerre. On a donc annoncé à son de trompe que Sir Stafford Cripps, ex-homme d'extrême gauche et aristocrate très bien renté, irait régler sur place la question du statut nouveau de l'Inde. Samedi 28 Mars, Sir Stafford Cripps, après une première série de consultations, publiait ses propositions ; on peut dire une seule chose : elles constituent la plus réactionnaire et la plus cynique des duperies.

Laval au pouvoir ?

Le Vendredi 27 Mars, le Maréchal Pétain a reçu M. Pierre Laval. D'importantes et plus que secrètes négociations se poursuivent depuis lors à Paris et à Vichy. On ne possède pas encore d'indication sérieuse sur l'objet des conversations. Il n'est pourtant pas bien difficile de le deviner. Chacun comprend que la rentrée de Laval dans le ministère signifierait de nouvelles concessions à l'impérialisme allemand.

Laval, l'homme qui, avant 1914, n'a défendu par les pires compromissions les syndicalistes d'action directe que peur être l'instrument actif de la corruption du vieux syndicalisme ; Laval, qui n'a éalé pendant la guerre un pacifisme outrancier que pour se faire, contre son parti, une place dans le gouvernement jusqu'au-boutiste de Clemenceau ; Laval, qui, pendant dix années, s'est revendiqué de la république et du socialisme pour mieux instaurer en France les méthodes autoritaires du fascisme italien et faire passer ses décrets-lois de misère ; Laval, le plus sinistre renégat de la politique française, qui, pourtant, en compte tant : Laval veut, par un nouveau maquignonnage, vendre la main-d'œuvre française à l'impérialisme allemand, pour sa guerre contre l'U.R.S.S.

Ce vieux renard, qui tant de liens d'intérêts unissent aux compagnies de chemin de fer et aux banques, s'était prudemment tenu à l'écart tant que l'Allemagne subissait des revers. Il reparait maintenant et mise sur l'offensive de printemps. Mais, comme il ne se sent pas trop sûr du succès définitif, il n'est plus que l'homme des concessions limitées : celle qu'il promet pourtant serait de taille : la réquisition de la main-d'œuvre civile française pour les usines allemandes, la déportation en masse des ouvriers français vers l'Allemagne.

Qu'il achen bien une chose : la classe ouvrière, qui le déteste, le hait et le vomit, n'est pas décidée à se prêter à son entreprise. Elle exigera que la main-d'œuvre française fabrique, en France, avec les matières premières que livre le sol et le sous-sol de ce pays les produits et les machines indispensables pour organiser l'économie française, en vue de la paix.

Tu refuses de t'engager dans la Légion antiholochéviqve !

Alors, pourquoi vas-tu travailler en Allemagne ?

L'ÉGALITÉ POUR TOUS !

Les journaux allemands du 20 Mars ont publié les chiffres du rationnement en Allemagne. Nous publions ci-dessous les chiffres des rations correspondant aux catégories A et travailleur de force.

A partir du 6 Avril, les rations seront les suivantes :

(en grammes)	A	T 2
Pain, par jour	286	63
Matières grasses, par jour	29	82
Viande, par semaine	31	850

Elles étaient, avant cette date, les suivantes :

(en grammes)	A	T 2
Pain, par jour	35	664
Matières grasses, par jour	38	15
Viande, par semaine	400	100

Il faut ajouter à cette statistique que la consommation moyenne de pain est de beaucoup inférieure en Allemagne, en période normale, à ce qu'elle est en France et, à un repas au moins, il est remplacé par les pommes de terre. Il ressort avec évidence de ces tableaux que la population allemande est moins rationnée que ne l'est le peuple français. Si le rationnement est nécessaire et si tout le monde, en Europe, doit pouvoir échapper à la famine, il n'est que juste que le régime soit le même pour tous. Il faut publier les chiffres complets des rations distribuées dans tous les pays d'Europe et exiger, dans tous les pays, la distribution dans toute l'Europe de rations équivalentes, en fonction des habitudes d'alimentation dans chaque pays.

Voilà, un moyen effectif d'unifier l'Europe, de faire tomber les barrières qui séparent les peuples !

Le droit de s'administrer elle-même est refusé dans l'immédiat à l'Inde. Aussi longtemps que durera la guerre l'Angleterre se réserve le droit de décider de la politique générale de l'Inde. Elle accepte pourtant que des personnalités politiques hindoues seulement participent à la mise en œuvre pratique de cette politique. Mais comme ces personnalités n'auront pas été désignées par des assemblées populaires, mais choisies au cours de tractations secrètes et douteuses, elles seront des otages entre les mains des dirigeants britanniques et non les représentants d'une Inde nouvelle.

D'autre part les propositions remettent l'élaboration de la nouvelle constitution à un corps excessivement réactionnaire. 150 délégués, élus au suffrage à deux degrés, représenteront 400 millions d'Hindous. Plus d'un quart des électeurs à l'Assemblée Constituante sera désigné par le vice-roi ; il est admis que les provinces pourront se constituer en une ou plusieurs unions. Cela a l'air d'une application très libérale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est, en réalité, une manœuvre ultra-réactionnaire, contre laquelle la presse hindoue s'élève violemment. En effet, les Indes se divisent en trois sortes de régions : les régions agricoles riches, de moyenne et grosse propriété, dont la population est, en général musulmane ; des régions agricoles plus pauvres, dont la population, en général brahmaniste, est exploitée par une féodalité encore extrêmement puissante, rajahs, nabas, etc. ; enfin, des régions industrialisées, de population mêlée, les conditions de vie et les aspirations de cette population étant très proches de celles du prolétariat occidental. Il s'agirait donc de créer un bloc d'Etats réactionnaires, s'appuyant sur les féodaux et la moyenne paysannerie, contre les Etats où dominent les paysans pauvres et le prolétariat. Une fois de plus "diviser pour régner". On comprend, dans ces conditions, que la presse hindoue s'élève contre ce projet qui diviserait l'Inde, comme a été divisée l'Irlande.

Quant à la solution du problème social lui-même, à l'élevation du niveau de vie des masses ouvrières et paysannes, à la suppression de la féodalité et aux problèmes de la terre, ces problèmes que l'administration anglaise n'a fait que rendre plus urgent et plus aigus, Sir Stafford Cripps se garde bien de dire quelle solution il entend y apporter. En vérité, la façon dont ont été émancipés les autres dominions britanniques permet de prévoir ce à quoi il faut s'attendre : en accordant au Canada, à l'Australie, à l'Union Sud-Africaine l'indépendance politique, l'Angleterre a continué plus que jamais à importer des capitaux dans ces pays et à les exploiter économiquement.

Les masses hindoues ne peuvent accepter cette duperie. Les politiciens qui consentiraient à souscrire à de pareilles propositions n'engageront jamais le peuple hindou qui reste fidèle au mot d'ordre de l'indépendance immédiate et totale, au mot d'ordre de l'Assemblée Constituante populaire et de la Fédération des Peuples de l'Inde, au mot d'ordre de la terre aux paysans. Le peuple hindou sait que l'impérialisme nippon et l'impérialisme allemand sont ses ennemis ; il ne suivra jamais un Chandro Bose ; il s'élèvera contre toute domination de caste, de race ou d'argent. Mais il ne peut oublier qu'il est opprimé par l'impérialisme britannique, qu'il serait plus hypocritement opprimé demain s'il se laissait prendre aux mensonges de Cripps. Seule une Inde pleinement et entièrement libérée de l'oppression politique, économique et sociale sera en mesure de se battre efficacement contre la réaction. C'est pourquoi les révolutionnaires de l'Inde, non seulement restent fidèles au mot d'ordre de la Constituante Populaire, mais mettront encore tout en œuvre pour le réaliser effectivement dans les mois qui viennent, avec ou sans l'autorisation du gouvernement de Londres.

Le Procès de Riom

La comédie de Riom continue. Blum et Daladier se défendent courageusement et n'ont pas de peine à démontrer la stupidité du procès où ils sont impliqués. Gamelin se tait. La fraction de la bourgeoisie française au pouvoir ne sait comment se dépêtrer de cette situation : condamner, c'est reconnaître la culpabilité de toute la bande, Pétain compris. Passer l'éponge ? Mais Hitler est là, et déjà il grince des dents parce qu'on n'ose dire que les accusés sont responsables, et seuls responsables, du déclenchement de la guerre. Comme Clemenceau en 1918, Hitler, en 1942, entend qu'il soit bien admis par tous que les coupables ne sauraient se trouver que du côté des vaincus. Et il y a dans ses paroles une menace mal déguisée.

Mais en suivant les débats de Riom, et notamment les déclarations de Blum, nous apprenons des choses intéressantes, qui ne font que confirmer ce que nous savions du rôle des soi-disant chefs ouvriers.

« Comment, dit Blum, vous me reprochez l'agitation ouvrière de Juin 36 ? Mais c'est moi qui, au contraire, l'ai empêché de dégénérer en guerre civile. Des millions d'ouvriers passaient à l'action. Le patronat lui-même reconnaissait l'impossibilité d'employer la force. Pour empêcher l'insurrection, il fallait les accords Matignon. J'ai toléré les occupations d'usines ? Mais si les ouvriers n'avaient pas été sur le lieu du travail, ils seraient descendus dans la rue. »

Ainsi Blum rappelle les services rendus par lui à la bourgeoisie française. Il nous apprend, en outre, des détails inédits sur le rôle du stalinisme : l'ambassadeur de l'U.R.S.S., Potemkine, est intervenu pour que les usines Schneider ne soient pas nationalisées. Schneider, en effet, menaçait l'U.R.S.S. de ne pas lui livrer du matériel de guerre commandé si une pression n'était pas exercée dans ce sens sur le gouvernement français. On voit donc comment les staliniens, au nom de l'intérêt de l'U.R.S.S., mal compris (car qui ne se rend compte aujourd'hui de l'aide qu'une France Soviétique aurait pu apporter à l'U.R.S.S. ?), ont fait le jeu des capitalistes français.

Un jour, que nous espérons proche, les mauvais bergers du prolétariat seront jugés. Ils devront alors rendre compte, non de la façon dont ils ont perdu la guerre de la bourgeoisie française, mais de leur trahison de la révolution prolétarienne.

Le vrai visage de l'Amérique en guerre

Vendredi 27 Mars, le Président Roosevelt annonçait que la Cour Fédérale suspendait pour la durée de la guerre, toute poursuite contre les trusts, cartels, holdings, qui auraient contrevenu à la loi contre les trusts. Le prétexte invoqué est que de telle poursuite risquerait de gêner la marche des entreprises travaillant pour la défense nationale. La vérité est pourtant qu'il ressort de nombreux témoignages publiés par la presse américaine que la domination des trusts sur les fabrications d'armement a diminué considérablement le rendement, ruiné des centaines de milliers de petits et moyens patrons, contraint des centaines de milliers d'ouvriers au chômage.

La vérité, c'est que M. Roosevelt entend protéger les profits des trusts. Et dans le même temps, M. Donald Nelson, président de l'Office de la Production de guerre, annonçait son intention de supprimer les primes pour le travail des dimanches et fêtes, ainsi que le monopole syndical sur l'embauche, qui est une garantie efficace des salaires. Les deux centrales syndicales américaines se sont élevées avec une extrême énergie contre toute tentative de réduire le niveau de vie des travailleurs et de porter atteinte aux droits acquis.

Il est ainsi montré une voie juste. On ne peut pas battre l'hitlérisme en faisant le lit de la réaction dans son propre pays. C'est, au contraire, en dressant partout dans le monde le bloc uni des exploités en face des entreprises internationales de la réaction qu'on préparera le moment où les forces unies du prolétariat international et du prolétariat allemand renverseront la dictature nazie.